



25 novembre 2008

Questionnaire sur l'environnement : les partis politiques peinent à intégrer le développement durable

par Geneviève Guilbault et Domita Cundari

GaïaPresse

Le Parti vert du Québec (PVQ) et Québec solidaire (QS) sont les deux formations politiques qui comprennent le mieux l'équation développement durable et économie. Leurs réponses à un sondage concocté par des groupes environnementaux se démarquent avec 25 engagements favorables à l'environnement contre 16 pour le Parti québécois (PQ), 8 pour l'Action démocratique du Québec (ADQ) et 5 pour le Parti libéral du Québec (PLQ). Deux seuls engagements unissent les cinq partis : ils sont unanimes à favoriser l'implantation d'un programme obligatoire d'inspection et d'entretien des véhicules automobiles au Québec et tous s'engagent à adopter une loi anti-poursuite bâillon dès le printemps 2009.

Certains résultats sont inquiétants, selon les groupes environnementaux. Trois partis politiques, les Libéraux, les Péquistes et les Adéquistes, négligeraient sept enjeux majeurs. Ils sont tous en faveur de la rénovation de la centrale nucléaire Gentilly-2. Ils approuvent l'exploitation des réserves d'hydrocarbures dans les basses terres du Saint-Laurent. Tous rechignent à augmenter le financement dédié aux transports collectifs et hésitent à créer une grande aire protégée pour la sauvegarde du caribou dès 2009. Ils sont contre l'imposition d'un moratoire sur les exploitations de gaz naturel dans le golfe du Saint-Laurent et ils ne planifient pas imposer la certification FSC à l'industrie forestière au Québec. Finalement, ils refusent d'augmenter le budget du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs de 0,3 % à 2 %. « Nous constatons que, dans l'ensemble, les réponses de ces trois partis présentent de grandes faiblesses en matière d'énergie et de transport en commun. Il est décevant que leurs engagements soient si peu visionnaires alors que ces questions sont cruciales dans la lutte aux changements climatiques, et porteuses pour l'avenir économique du Québec. » a précisé André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA).

Les bons points

Les Libéraux souhaitent protéger 50 % du Nord du Québec. L'ADQ, de son côté, entrevoit l'atteinte de l'objectif de Kyoto de réduction des GES de 25% au niveau de 1990 pour 2020. Le PQ est quant à lui en faveur de l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM). « Les partis doivent comprendre que l'on ne peut dissocier l'économie de l'environnement. Et avec l'ampleur et l'urgence des problèmes, le prix à payer pour de mauvaises décisions environnementales se ferait sentir, cette fois, durant le même mandat pour lequel nous élirons notre prochain gouvernement », mentionne Michel Bélanger de Nature Québec.

Méthodologie

Le questionnaire comprenait au total 28 questions dont 25 se répondaient par un « oui ou non ». Le PLQ n'a pas voulu répondre aux questions par la négative ou la positive et s'est appliqué à expliquer ses positions. Les trois dernières questions devaient être développées sous forme de textes. Elles portaient sur la dépendance au pétrole, la dépendance à l'automobile et l'aménagement urbain.

Les résultats du questionnaire ont été dévoilés par Karel Mayrand de la Fondation David Suzuki, Michel Bélanger de Nature Québec, Mélissa Fillion de Greenpeace, Nicolas Mainville de Société pour la nature et les parcs du Canada et André Bélisle de l'AQLPA et de la Coalition Québec Kyoto.